

# Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU et PLUi

## 1. Intitulé du projet

Procédure concernée (élaboration de PLU ou PLUi, révision de PLU ou PLUi, déclaration de projet impactant un PLU)	Territoire concerné
Élaboration de PLU	<b>CHAMPDOR CORCELLES</b>
<b>En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi</b>	
Date de débat du PADD	<b>09/11/2017</b>
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	

## 2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable	<b>Monsieur le Maire de Champdor Corcelles</b>
Courriel	<b>champdor@orange.fr</b>

## 3. Caractéristiques principales de la procédure

### 3.1. Caractéristiques générales du territoire

Nom de la (ou des) commune(s) concernée(s)	<b>Champdor-Corcelles</b>
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population) Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	<b>669 habitants (2014)</b>
Superficie du territoire	<b>3153 hectares</b>

### 3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ?

*Annexe : la délibération engageant la procédure*

L'élaboration du PLU de Champdor-Corcelles remplace et annule les révisions des POS de Champdor prescrite le 20 janvier 2015 et celle de Corcelles le 3 février 2015. Aussi, les objectifs identifiés dans l'élaboration du PLU de Champdor Corcelles sont de :

- Mettre en conformité le document d'urbanisme avec les enjeux des lois Grenelle I et II ;
- Préserver l'alimentation en eau potable ;
- Pérenniser l'activité économique
- Conforter le pôle tourisme et de loisirs
- Articuler développement de la commune et préservation de la qualité architecturale du bâti.

*Annexe I : délibération du 18/02/2016*

### 3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

*Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale*

#### 1. Maintenir un développement cohérent des 2 bourgs:

- définir des limites claires à l'urbanisation
- maîtriser la croissance démographique à travers la production de logements
- modérer la consommation d'espace

## **2. Améliorer le fonctionnement communal**

- requalifier les espaces publics
- améliorer les conditions de déplacement
- conforter une offre adaptée en équipements publics

## **3. Encourager le dynamisme local**

- conforter les zones d'activités
- conforter la zone de carrière
- permettre le maintien et le développement de l'activité agricole
- renforcer la zone de loisirs

## **4. Mettre en valeur le caractère patrimonial du village**

- Assurer une bonne intégration paysagère et architecturale des nouvelles constructions
- Valoriser les éléments patrimoniaux symboliques de la commune

## **5. Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et paysager de la commune**

- Valoriser le paysage
- Préserver les corridors paysagers
- Préserver la biodiversité du territoire
- Préserver la ressource en eau

## **6. Assurer la sécurité de la population face aux risques**

- Prendre en compte le risque d'inondation dans le projet de PLU
- Prendre en compte les risques technologiques dans les projets d'aménagement

*Annexe 2 : PADD débattu le 9 novembre 2017*

### **3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?**

*Annexes :*

- *Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;*
- *Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet impactant un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;*

Champdor-Corcelles est une nouvelle commune depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Dans ce contexte de fusion récente, l'enjeu du PLU est d'être un document unificateur pour la planification de ce nouveau territoire communal.

Le maintien d'un développement cohérent de l'urbanisation (lutte contre l'étalement urbain) en lien avec les besoins en logement dans le respect des prescriptions du SCOT et des enjeux environnementaux (milieux naturels, ressource en eau, risques) constitue l'enjeu prioritaire pour le PLU de la commune. En effet, la commune ne souhaite pas reproduire un développement urbain linéaire le long des voiries. Au contraire, la municipalité souhaite définir des limites plus claires à l'urbanisation en densifiant les deux centres-bourgs autour des équipements, réseaux et services présents. L'objectif sera ainsi de fermer l'enveloppe

urbaine. Le calibrage du PLU s'appuiera en priorité sur un remplissage des vides urbains à l'intérieur de ces deux noyaux concentriques. La seule extension urbaine se situe sur la commune de Champdor au lieu dit « En Biou ». Cette OAP de 2 HA se situe toutefois en continuité directe avec la zone UB et en limite avec la départementale 21 (le tènement sera donc facilement accessible).

Dans les autres évolutions majeures du projet de PLU, la réduction importante des zones urbanisables est aussi un point majeur. En effet, le projet passe de 72 ha (POS) à environ 6,5 ha dans le PLU. Le projet de PLU prévoit également la suppression de nombreuses zones NA qui se situaient en extension de l'enveloppe urbaine et qui constituaient des réserves foncières trop importantes pour les besoins de la commune. De plus, la densité prévue est également supérieure à ce qui était réalisée sous le POS car le projet prévoit une densité comprise entre 10 et 12 logements/ha contre 6,5 logements/ha dans le POS. La densité sera également adaptée selon les différentes zones d'habitat (pavillonnaire, extension). Aussi, le mode de développement choisi s'inscrit dans l'enveloppe urbaine existante ou en continuité directe et est plus vertueux que sous l'égide du POS. Le projet souhaite maîtriser son développement tout en maintenant une croissance démographique permettant un renouvellement de la population favorable aux équipements (dynamisme communal).

Par ailleurs, le projet propose aussi une typologie de logements variés et plus compacte (logements individuels groupés et logements intermédiaires, petits collectifs) afin de modérer la consommation d'espace. Au final, le projet permettra la réalisation de 65 logements sur 10 ans dont une quarantaine à Champdor et 25 à Corcelles. La commune permettra d'accueillir environ 150 nouvelles personnes sur la durée du PLU.

Enfin, le futur PLU souhaite permettre la réalisation de quelques logements sociaux dans les OAP à Corcelles (sous le clos) et à Champdor (Très Chez Michaud).

Les zones naturelles et agricole seront préservées et confortées.

### *Annexe 3 : Plan de zonage actuel et projet de plan de zonage*

**3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s)** (exemples : avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) **ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?** (ex : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Le projet de PLU fera l'objet d'un passage devant la CDPENAF au titre de l'article L123-1-5 6° du code de l'urbanisme car elle souhaite :

### **3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...**

- les dispositions de la loi Montagne ?	<b>Oui</b>
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	<b>Non</b>
- un SCoT, un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	<b>Oui – Le SCOT Bugey</b> → Le SCOT du Beaujolais a été approuvé le 26 septembre 2017.
- une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	<b>Non</b>
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	<b>SDAGE Rhône Méditerranée (2016-2021)</b> <b>Le contrat de rivière de l'Albarine piloté par le SIABVA.</b>

**3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un projet de PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?**

**Non**

#### **4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine**

##### **4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain**

Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?

Le projet prévoit un développement urbain dans **les 2 centres-bourgs** de Champdor et de Corcelles afin de privilégier la proximité avec les équipements et services et permettre de redéfinir des limites plus claires à l'urbanisation. Afin de garantir un développement urbain maîtrisé, le projet de PLU prévoit **3 OAP** dans lesquelles seront précisées : la programmation (habitat, commerces, services,...), le choix en matière de mixité des formes, les espaces publics, le maillage viaire et les cheminements doux.

Les OAP « sous le Clos » à Corcelles et « Très Chez Michaud » à Champdor se situent toutes deux dans l'enveloppe urbaine et sont déjà accessibles. Ces deux OAP sont proches des équipements publics et des services (mairies, écoles, bibliothèque) et constitue des potentiels fonciers cohérents dans la mesure où elles permettent une **urbanisation concentrique** autour du noyau ancien des bourgs. L'OAP « En Biou » à Champdor se situe quant à elle **en extension** du lotissement « la Sauge » **mais en continuité directe avec la zone Ub** et en limite avec la départementale 21. Le tènement sera donc facilement accessible et bénéficiera de la proximité des réseaux.

La maîtrise de la consommation foncière est également intégrée dans les objectifs de densification et dans les formes urbaines. Le projet prévoit en effet la réalisation de **65 logements** au total soit l'accueil d'environ **150 personnes** sur les 10 prochaines années. De plus, le PLU prévoit une importante réduction **des zones urbanisables passant de 72 ha dans le POS à 6,5 ha** dans le projet de PLU. Enfin, la densité prévue est également supérieure à celle réalisée sous le POS, passant de **6,5**

	<b>logements/ha à 10-12 logements/ha</b> dans le PLU. Par conséquent, la mobilisation prioritaire du foncier disponible dans l'enveloppe urbaine (dents creuses) constitue un enjeu majeur pour le projet de PLU.
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	La différence de superficies des zones urbanisables prévues dans le POS et celles prévues dans le PLU est de <b>65.5 ha</b> . Le POS avait inscrit 72 ha contre 6.5 ha dans le projet de PLU.
Sur quelles perspectives de développement ( <i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i> ) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<p>Le potentiel en zones urbanisables est d'environ 6.5 ha dont environ 5.3 ha dans les 3 OAP et 1.2 ha en dents creuses. la densité minimum appliquée pour les opérations de logements sera comprise entre 10 et 12 logements/ha, soit 65 nouveaux logements d'ici 2027. Ces perspectives de développement sont compatibles avec celles du SCOT. En revanche, le projet n'indique pas le foncier prévu pour les activités et équipements ni le potentiel liés aux logements vacants et opérations en renouvellement urbain.</p> <p>Le projet de PLU s'est assuré du dimensionnement satisfaisant de ces réseaux d'assainissement et d'eau potable.</p> <p>Enfin, le projet souhaite permettre le maintien et le développement de l'activité agricole et renforcer le potentiel de la zone de loisirs situées sur Champdor en permettant l'extension de celle-ci. De même, le PLU autorise l'extension de la zone de carrière située au sud, à condition de respecter les prescriptions liées aux autorisations de carrières fixées dans le schéma départemental des carrières.</p>
<b>Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaine partie du territoire : oui/non ? Si oui :</b>	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>OAP « Très Chez Michaud » et « Sous le Clos » : 3.3 ha</b></li> <li>- <b>Dents creuses + opération en renouvellement urbain : 1.2 ha</b></li> <li>- <b>Extension urbaine OAP « En Biou » : 2 ha environ (zone AU).</b></li> </ul> <p><b>Superficie totale : 6,5 ha pour les dix prochaines années (2027).</b></p>
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du	Le projet affiche un développement urbain

<p>tissu urbain existant (densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...) ont été préalablement examinées ?</p>	<p>maîtrisé au sein de la trame bâtie existante (dents creuses, interstices urbains, OAP maîtrisées). A ce titre, le projet prévoit la réalisation de 65 nouveaux logements. Le développement urbain garantit la proximité des réseaux, des équipements et des services. Le projet garantit aussi la mixité sociale (logements sociaux dans les OAP). De plus, le potentiel de densification participe à l'optimisation du potentiel constructible.</p>
<p>Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).</p>	<p>Le mode de développement choisi s'inscrit dans l'enveloppe urbaine existante afin de limiter l'étalement urbain.</p> <p>Trois secteurs d'OAP ont ainsi été identifiés. Les OAP « sous le Clos » à Corcelles et « Très Chez Michaud » à Champdor se situent toutes deux dans l'enveloppe urbaine et sont déjà accessibles. Ces deux OAP sont proches des équipements publics et des services (mairies, écoles, bibliothèque) et constitue des potentiels fonciers cohérents dans la mesure où elles permettent une <b>urbanisation concentrique</b> autour du noyau ancien des bourgs. Ces zones ne sont pas situées sur des corridors écologiques ou coupures vertes majeures ni sur des zones naturelles reconnues à travers un inventaire spécifique (ZNIEFF, APPB, ENS,...). A priori aucun impact négatif n'est identifié. Une expertise terrain sera toutefois réalisée au printemps afin de vérifier l'absence d'enjeux environnementaux sur ces parcelles (expertise zones humides notamment).</p> <p>L'OAP « En Biou » à Champdor se situe quant à elle <b>en extension</b> du lotissement « la Sauge » <b>mais en continuité directe avec la zone Ub</b> et en limite avec la départementale 21. Le tènement sera donc facilement accessible et bénéficiera de la proximité des réseaux. La future zone se situe toutefois à proximité d'un corridor écologique à maintenir et identifié dans le cadre du diagnostic environnemental du PLU. L'emprise foncière de cette OAP permet néanmoins de préserver le corridor au sud de la zone et ainsi de fermer la zone urbaine du lotissement de la Sauge. Une expertise terrain sera également menée sur ce site afin de vérifier l'absence d'enjeux environnementaux. Par ailleurs, une vigilance sera étudiée quant aux extensions potentielles de la zone de camping et de la carrière. <b>Enfin</b></p>

	<p><b>aucun développement urbain dans les hameaux</b> n'est prévu dans le zone, afin de limiter les risques de fragmentation du territoire</p> <p>Cf. annexe projet de plan de zonage.</p>
--	--

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000 ?		<b>Non</b>	Néant.
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		<b>Non</b>	Néant.
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?		<b>Non</b>	Néant.
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type 1 ?		<b>Oui</b>	<p>Les <b>ZNIEFF de type I</b> sont : ZNIEFF « Marais du bois de Cros », « Source du Sébier » ; « Le Marais de Champdor » ; « Pelouses sèches de Tré-Maupertuis », « Tourbière des loups » ;</p> <p>Il s'agit principalement de milieux humides (tourbières alcalines, divers prairies humides etc.) et de pelouses sèches.</p>
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		<b>Oui</b>	Un arrêté préfectoral de protection de biotope a été pris le 11 Février 1985 afin de préserver l'étang des loups, les espèces exceptionnelles que ce site abrite (Iris de Sibérie etc.) et leurs habitats (bas-marais alcalin, prairie pauvre à Molinie bleue etc.).
Continuité écologique connue (réseau écologique Rhône-Alpes) ? Continuité repérée par la commune ou l'intercommunalité, par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un schéma régional de cohérence écologique (SRCE) approuvé ?			<p>D'après le SRCE, l'ensemble du territoire communal présente une bonne perméabilité. La commune est concernée par des réservoirs de biodiversité identifiés par le SRCE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les coteaux boisés à l'est qui englobe la ZNIEFF I 'Source du Sébier'</li> <li>- la Tourbière des loups et les pelouses sèches de Tré-Maupertuis (espaces où la perméabilité est forte).</li> <li>- l'Albarine et les zones humides périphériques.</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- le Sébier, qui prend sa source au niveau d'une zone humide de la commune</li> </ul> <p>Des corridors écologiques à maintenir ont également été identifiés dans le cadre du diagnostic environnemental. Ces corridors, proches de secteurs urbanisés pourraient être menacés si l'urbanisation se développait dans ces secteurs (cf. carte TVB en annexe) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Les secteurs le long de la route qui mène du centre de Champdor aux carrières (corridors à maintenir 1 et 4). Ces secteurs sont d'autant plus importants à préserver que certains terrains le long de cette route sont déjà urbanisés (notamment au bord de l'Albarine).</li> <li>- Préserver la rive gauche de l'Albarine (<b>corridors 2 et 3</b>). Il convient de ne pas urbaniser entre l'Albarine et la D21 au niveau de ces 2 corridors.</li> <li>- <b>Les corridors 5 et 6</b> sont également à préserver puisque leur disparition contraindrait d'avantage le passage Est / Ouest des espèces.</li> <li>- Le <b>corridor 7</b> est un corridor paysager qui concerne surtout la sous-trame des milieux ouverts. Il permet aux espèces inféodées à ces milieux de parvenir au plateau depuis le secteur de Rougemont via le lieu-dit Cléon et le col du Cruchon. Il deviendra menacé si l'urbanisation du lieu-dit Cruchon continue de s'étendre. Il est primordial que cette continuité soit maintenue afin de préserver la perméabilité du territoire.</li> <li>- Le <b>corridor 8</b> et le <b>corridor 9</b> sont des corridors paysagers qui concernent quant à eux tous types de sous-frames. Ils ont été tracé afin d'illustrer l'importance de limiter l'urbanisation le long de la D34 sur le long terme, ce qui reviendrait à cloisonner le territoire communal entre les coteaux à l'Ouest et la plaine et l'Est.</li> </ul>
--	--	--



4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire de Conseil Général...) ? ou identifiée au titre de la convention RAMSAR ?	Oui		L'inventaire départemental de zones humides a été pris en compte.

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leur périmètre de protection, éléments inscrits au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologiques),		Non	Néant.
Site classé ou projet de site classé ?		Non	Néant.
Site inscrit ?		Non	Néant.
Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		Non	Néant.
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		Non	Néant.
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		Non	Néant.
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ?		Non	Néant.

4.4. Ressource en eau			
<b>Captages :</b> Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapproché, éloigné) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	Oui		Six sources de captages sont présentes sur la commune Champdor-Corcelles et induisent de fait la prise en compte d'un périmètre de protection rapprochés et éloignés.  Un arrêté d'utilité publique en date du 14 mai 1997 autorise et protège les captages des sources « du Marais », « d'En Vaux » et de « La Palud » ainsi que du Puits communal à Champdor. A Corcelles, on identifie les périmètres de protection de captage d'eau potable des sources de Chenalette et de Ferrière et les périmètres de protection rapproché et éloigné des puits et sources de Chaleyriat situés sur la commune de Lantenay.
Des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		Non	Néant.
Des captages repérés par un SDAGE ?		Non	Néant.
<b>Usages :</b>	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?	Oui		La ressource en eau est suffisante pour couvrir les besoins de développement futurs. D'après le Porter à Connaissance des services de l'état, il n'existe pas de risque de pénurie. D'après les dernières analyses, la qualité de l'eau sur la commune est conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés. A l'échelle du bassin versant de l'Albarine, l'impact potentiel des différents prélèvements (eau potable, agriculture, particuliers) était considéré comme faible et ce malgré une dynamique d'assèchement qui pouvait être importante à certaines périodes. <b>La ressource ne fait pas défaut pour les usages en place.</b>
Y a-t-il un risque de conflit entre les différents usages ?		Non	Néant.
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		Non	Néant.

Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	<b>Oui</b>		La commune comprend 2 STEP suffisamment dimensionnées pour répondre aux besoins des populations futures. La STEP de Corcelles a une capacité de 450 EH et la STEP de Champdor une capacité de 700 EH.
---	------------	--	---

#### 4.5. Sols et sous-sols, déchets

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par une (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués ( <i>base de données BASOL</i> )		<b>Non</b>	Néant.
Anciens sites industriels et activités de services ( <i>base de données BASIAS</i> )		<b>Non</b>	Néant.

#### 4.5. Sols et sous-sols, déchets

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Carrières et/ou projet de création ou d'extension de carrière ?	<b>Oui</b>		Une activité de carrière est présente au sud de Champdor. Ce site est exploité par la société Rivat frères SARL. Leur activité est classée dans la catégorie Energie/Environnement : exploitation de carrières, notamment, extraction et taille de pierres de construction ou ornementales ; concassage de pierres et de produits dérivés. D'après le schéma départemental des carrières, la partie Sud de la commune est classée en « espace sensibles inventoriés ou étudiés ». Cette classe comprend des espaces de grande sensibilité environnementale, les autorisations de carrières dans ces zones devront être accompagnées de prescriptions particulières adaptées au niveau d'intérêt et de fragilité du site.
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		<b>Non</b>	Néant.

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels ( <i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i> ), industriels, technologiques, miniers connus ?	<b>Oui</b>		<p>La commune est concernée par des risques de remontée de nappe de l'Albarine, compte tenu de la nature du sol (le substrat géologique est constitué d'un sol, de dépôts glaciaires par endroit et surtout de dalles calcaires fracturées) qui n'est pas adapté pour abriter une nappe souterraine.</p> <p>La commune est classée en zone de <b>sismicité 3</b> (zone modérée).</p> <p>Des risques liés à la présence de cavités souterraines naturelles ont été identifiées par le BRGM sur le territoire communal. Ces cavités souterraines naturelles se situent en dehors du centre-bourg, elles sont essentiellement localisées dans les zones boisées sur les secteurs où la topographie est importante (à l'Est et à l'Ouest de la commune) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faille du Pisseloup.</li> <li>- Trou du Chien</li> <li>- Grotte des Eperdières</li> <li>- Grotte aux Ours et Renards</li> <li>- Tunnel de la Chenalette</li> <li>- Puits perdu du Pisseloup ou de Plan Bornet</li> <li>- Captage de la Chavanne</li> </ul>
Plans de prévention des risques ( <i>naturels, technologiques, miniers</i> ) approuvés ou en cours d'élaboration ?		<b>Non</b>	<p>La commune de Champdor-Corcelles n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques.</p> <p>D'après les données du BRGM, la commune est concernée par un risque TMD. Il s'agit de la <b>canalisation : Oyonnax-Hauteville</b> - tronçon PORT – HAUTEVILLE- 100mm- PMS 67,7 bar (transport thermique, gazoduc).</p> <p>La commune est également concernée par 2 ICPE situées au sud de la commune, il</p>

			<p>s'agit des établissements suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>RIVAT FRERES SARL (adresse : Sur la Glavinière) :</b> cette ICPE est soumise au régime de l'autorisation (non Seveso). Il s'agit de l'exploitation de la carrière RIVAT qui exploite la pierre d'Hauteville et distribue sable, concassés, granulats, gravier et blocs d'enrochement paysagers.</li> <li>- <b>VINCENT TP :</b> cette ICPE est soumise au régime de l'autorisation (non Seveso). Il s'agit aussi d'une exploitation de carrière. Son activité est <b>l'extraction de la pierre marbrière</b> de ses carrières de <b>Hauteville-Lompnes</b>. Elle est située Route de Brénod, 01110 Champdor-Corcelles</li> </ul> <p>RIVAT FRERES ET VINCENT TP représentent la même entreprise. Un arrêté préfectoral en date du 16 octobre 2015 fixe des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter la SAS Rivat Frères sur Champdor (cf. arrêté préfectoral du 16 octobre 2015).</p>
Nuisances connues ( <i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i> ) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?		<b>Non</b>	<p>Néant (pas de classement au titre de la loi Bruit).</p> <p>Les activités de carrières peuvent toutefois entraîner des nuisances sonores mais elles sont suffisamment éloignées des zones d'habitat.</p>
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		<b>Non</b>	

#### 4.7. Air, énergie, climat

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		<b>Non</b>	

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		<b>Non</b>	Néant
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		<b>Non</b>	

## 5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

Néant.

## 6. Annexes (*rappel*)

Élaboration ou révision « générale » (article L. 123-13, I, CU) de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale	Oui
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	Oui
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	Oui
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, CU) et les déclarations de projet impactant un PLU :	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	Non
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	Oui